

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_118

Le Maire de la commune de Saint-Marcellin,

VU la demande par laquelle l'entreprise EQUATERRE TP représentée par Madame MICHEL sollicite l'autorisation d'entreprendre des travaux de sondage à la pelle mécanique sur accotement depuis la voirie sur le tronçon entre le rond-point Daumont et Saint Vérand,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de l'avenue de Saint Vérand, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : Autorisation : Du 15 Mai 2023 au 24 Mai 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à empiéter sur la chaussée Avenue de Saint Vérand, du rond-point Daumont à Saint Vérand, afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Règlementation : La circulation et le stationnement seront réglementés comme suit :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits dans l'emprise du chantier
- La circulation des véhicules sera régulée par demi-chaussée par feux tricolores sur l'avenue de Saint Vérand sur le tronçon entre le rond-point Daumont et Saint-Vérand.
- La vitesse dans l'emprise et à proximité de l'emprise de voirie sera limitée à 30 KM/H.
- La circulation des piétons sera déviée sur l'accotement opposé au droit du chantier.
- L'accès aux propriétés sera maintenu pendant la durée du chantier.

Article 3 : Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par l'entreprise chargée des travaux.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 4 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Directeur général des services du département, le chef de service aménagement du territoire sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 10 Mai 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

